



STRATÉGIE DU CANADA POUR L'AFRIQUE : UN PARTENARIAT POUR UNE PROSPÉRITÉ ET UNE SÉCURITÉ PARTAGÉES



This document is also available in English under the title: Canada's Africa Strategy: A partnership for shared prosperity and security

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)

613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un télécriteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca

Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique et le ministre du Développement international, 2025

N° de cat. FR5-237/2025F-PDF

ISBN 978-0-660-75924-1

TABLE DES MATIÈRES



Résumé	2
Une collaboration renouvelée avec les pays, les institutions et les peuples africains	3
L'importance de l'Afrique sur la scène mondiale	4
Un potentiel de croissance économique	5
Défis en matière de paix et de sécurité	5
Renforcer la durabilité et sauver des vies en cas de crise humanitaire	6
Bâtir sur une longue tradition de coopération	7
Une coopération fondée sur un partenariat de confiance	10
1) Renforcer l'action diplomatique du Canada et les liens interpersonnels	11
2) Renforcer la coopération économique	12
3) Réduire la pauvreté, soutenir le développement économique, autonomiser les jeunes, apporter une aide en cas de crise humanitaire et d'adaptation au climat	14
4) Renforcer les partenariats pour la paix, la sécurité et les droits de la personne	16
5) Faire progresser les priorités communes grâce à un engagement accru sur la scène mondiale	19

RÉSUMÉ



Comme les institutions et les pays africains évoluent rapidement, il doit en aller de même pour l'engagement du Canada. Dans un contexte de volatilité économique et géopolitique mondiale, le Canada doit saisir les occasions de raffermir sa sécurité économique et nationale, notamment en diversifiant ses investissements, en améliorant la résilience de la chaîne d'approvisionnement, en renforçant la paix, la sécurité et les droits de la personne, et en contribuant aux efforts visant à maintenir les voies de transport pour les biens essentiels, tout en favorisant les retombées locales en Afrique.

Dans ce contexte, le gouvernement du Canada lance la Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées. Cette nouvelle politique étrangère représente un renforcement de l'engagement du Canada envers l'Afrique, vers une plus grande coopération économique, des partenariats en matière de paix et de sécurité renforcés, un engagement accru des communautés de la diaspora africaine au Canada, et une aide internationale qui soutient le développement économique et l'emploi des jeunes.

Le Canada travaillera avec ses partenaires africains dans 5 domaines stratégiques, qui sont alignés sur l'« Agenda 2063 » de l'Union africaine et s'appuient sur de nombreuses consultations avec des parties prenantes africaines, canadiennes et internationales :

- 1 renforcer notre engagement diplomatique et nos liens interpersonnels**, notamment par le biais de nouveaux envoyés spéciaux, de nouvelles ambassades, d'une collaboration élargie avec les communautés économiques régionales et les parlements, et d'un nouveau mécanisme d'engagement de la diaspora;
- 2 renforcer la coopération économique**, notamment par une mission commerciale de haut niveau en Afrique, la création d'un pôle commercial pour l'Afrique, un soutien supplémentaire à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), la négociation de l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) et des partenariats dans le domaine de la recherche;

- 3 réduire la pauvreté, soutenir le développement économique, autonomiser les jeunes, apporter une aide en cas de crise humanitaire et d'adaptation au climat**, notamment grâce à un nouveau programme de commerce et de développement pour l'Afrique, à un nouveau bureau de l'Institution de financement du développement du Canada (FinDev Canada) en Afrique du Sud, à des investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures, à des investissements dans la jeunesse et la formation des compétences, à la priorisation de la mobilisation des financements, au soutien de l'adaptation et à la lutte contre la perte de biodiversité grâce à l'enveloppe de 5,3 milliards de dollars du Canada pour le financement du climat, et à la poursuite de décennies de coopération dans les domaines de la santé mondiale et de la nutrition;

- 4 renforcer les partenariats pour la paix, la sécurité et les droits de la personne**, notamment en soutenant les opérations de paix menées par l'Afrique et les initiatives de prévention des conflits, en promouvant le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité, en renforçant la démocratie et les droits de la personne, en révisant l'approche canadienne à l'égard du Sahel et en fournissant une assistance technique et un soutien pour faire face à de nombreuses menaces;

- 5 faire progresser les priorités communes par un engagement accru sur la scène mondiale**, notamment en continuant à soutenir une participation et une influence accrues de l'Afrique dans les espaces multilatéraux et en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires africains pour relever les défis et saisir les occasions qui se présentent à l'échelle mondiale.

Au cours des 5 dernières années, le Canada a considérablement renforcé son engagement politique à l'égard de l'Afrique. Cela s'est traduit par des dialogues de haut niveau avec la Commission de l'Union africaine, la nomination de nouveaux envoyés spéciaux et la création d'une nouvelle ambassade et de deux nouveaux hauts-commissariats. Au cours des 5 dernières années, le Canada a investi approximativement 4,5 milliards de dollars dans des programmes bilatéraux d'aide internationale en Afrique afin de développer les économies africaines, de soutenir la santé et l'éducation et de répondre aux besoins humanitaires. L'aide internationale pour l'Afrique a augmenté de 52 % au cours des 8 dernières années. En 2024, la valeur des échanges commerciaux du Canada avec les pays africains s'est élevée à 15,1 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 30 % en 5 ans.

UNE COLLABORATION RENOUVELÉE AVEC LES PAYS, LES INSTITUTIONS ET LES PEUPLES AFRICAINS



La collaboration entre le Canada et l'Afrique s'étend sur de nombreuses décennies : leurs relations reposent sur une base solide de liens interpersonnels, de relations commerciales croissantes, d'un leadership canadien de longue date en matière de développement et d'aide humanitaire, et d'un engagement continu à l'égard de la paix, de la sécurité et du respect des droits de la personne.

Comme les institutions et les pays africains évoluent rapidement, il doit en aller de même pour l'engagement du Canada. En cette période d'instabilité économique et géopolitique mondiale et de changements démographiques, le Canada doit saisir les occasions de renforcer sa sécurité économique et nationale. À cette fin, il s'emploie notamment à diversifier ses investissements, à améliorer la résilience de ses chaînes d'approvisionnement, à renforcer la paix et la sécurité et à coopérer aux efforts déployés pour maintenir les voies de transport des biens essentiels, tout en faisant la promotion des avantages locaux en Afrique.

Les pays, les institutions et les peuples africains sont le moteur d'un changement positif sur tout le continent. Le plan continental de l'Union africaine, intitulé « *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons* », se concentre sur 7 aspirations, dont la croissance inclusive, l'intégration du continent, la bonne gouvernance et la primauté du droit, ainsi que la paix et la sécurité. À la lumière de ce plan, ainsi que des besoins et des priorités du Canada et des possibilités et défis en constante évolution dans le contexte politique mondial, le Canada se concentrera sur les domaines stratégiques suivants dans sa collaboration avec ses partenaires africains :

- **accroître les possibilités économiques mutuellement avantageuses**, notamment par la création d'emplois, le développement d'infrastructures et une croissance économique durable;
- **forger des partenariats pour relever les défis liés à la paix et à la sécurité**, notamment pour prévenir les conflits et y réagir, prévenir et combattre

le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale, et donner plus de place à la démocratie, aux droits de la personne et à l'inclusion dans la prise de décisions;

- **poursuivre les partenariats sur le développement durable**, notamment en investissant dans la formation professionnelle des jeunes africains, dans la santé et dans le renforcement du lien entre le commerce et le développement, et en continuant de nous attaquer aux causes profondes des conflits;
- **faire progresser les priorités communes sur la scène internationale** en vue de relever les défis mondiaux et de servir les intérêts communs, y compris en ce qui concerne les changements climatiques;
- **renforcer les liens diplomatiques et interpersonnels à tous les niveaux**, y compris par l'intermédiaire des communautés de la diaspora africaine au Canada, en vue d'appuyer des partenariats canadiens dans tous les domaines d'action.

La *Stratégie du Canada pour l'Afrique* est une nouvelle politique étrangère solide, conçue pour profiter aux partenaires canadiens et africains. Elle contribuera à la prospérité économique collective, ainsi qu'à la santé, à la paix et à la sécurité dans le monde.

Au cours des 5 dernières années, le Canada a investi environ 4,5 milliards de dollars dans des programmes bilatéraux d'aide internationale en Afrique, pour stimuler les économies africaines, soutenir la santé et l'éducation et répondre aux besoins humanitaires. Le financement pour l'Afrique a augmenté de 54 % au cours des 4 dernières années. Les programmes seront recalibrés dans le cadre de la Stratégie de façon à soutenir la réalisation des priorités établies tout en mettant davantage l'accent sur la coopération économique et sur les partenariats pour la paix et la sécurité. En 2024, la valeur des échanges commerciaux du Canada avec les pays africains s'est élevée à 15,1 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 30 % en 5 ans.

Le Canada réoriente ses ressources afin d'être plus efficace et de s'adapter aux changements dans le monde. Il saisit entre autres les occasions de diversifier ses partenariats et ses chaînes d'approvisionnement en Afrique.

L'IMPORTANCE DE L'AFRIQUE SUR LA SCÈNE MONDIALE



L'Afrique joue un rôle de plus en plus marquant sur la scène mondiale, et son importance géopolitique s'accroît de même que son influence au sein des organisations internationales. En renforçant leurs liens sur les plans de la diplomatie, du commerce et de la sécurité, le Canada et les pays aux vues similaires, les adversaires et les économies émergentes se livrent à une lutte d'influence sur tout le continent africain et cherchent à tirer parti du potentiel considérable de la région.

L'Afrique, qui compte 54 pays, est le plus grand bloc électoral régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et il exerce efficacement sa capacité à influencer le programme de l'ONU et les résultats obtenus. En 2024, l'Union africaine s'est jointe au G20 avec l'appui du Canada, tandis que l'organisation intergouvernementale des BRICS s'est élargie pour accueillir l'Égypte et l'Éthiopie. Dans un monde de plus en plus compétitif, les puissances mondiales et régionales se disputent l'appui de l'Afrique sur des questions clés.

En raison de la concurrence croissante des grandes puissances sur tout le continent – notamment la montée du populisme et de l'autoritarisme, ainsi que l'érosion du respect des droits de la personne et de la démocratie dans certaines régions –, les acquis durement obtenus risquent d'être remis en cause.

Les minéraux essentiels à la transition énergétique mondiale sont concentrés en Afrique, et ces ressources intéressent de plus en plus les rivaux stratégiques du Canada. Dans un contexte géopolitique qui évolue rapidement, ce sont la paix et la sécurité à l'échelle régionale et mondiale qui sont en jeu.

Par exemple, l'importante présence politique et économique de la Chine en Afrique aura des incidences et une influence durables sur le développement du continent et sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Sans solutions de rechange attrayantes, tous les pays africains – sauf un – se sont joints à l'initiative des nouvelles routes de la soie, un programme d'infrastructure à grande échelle qui vise à placer la Chine au cœur de l'économie mondiale.

La création de liens et l'exercice d'une influence en Afrique revêtent également une importance stratégique pour la Russie, en particulier depuis son annexion de la Crimée en 2014. Les opérations russes de désinformation et de désinformation, ainsi que la manipulation des médias et l'exploitation des organisations civiles par la Russie ont contribué à la propagation de sentiments anti-occidentaux et à la déstabilisation de gouvernements déjà fragiles en Afrique. Dans certains pays africains, la Russie a aussi cherché à se positionner comme garante de la sécurité des personnes au pouvoir.

D'autres acteurs mondiaux importants comme la Türkiye, le Brésil et les États du golfe Persique augmentent leurs investissements en Afrique et y jouent un rôle plus actif.

L'engagement avec l'Afrique représente aussi une priorité stratégique pour les partenaires du Canada. Ainsi, les nations du G7 et des partenaires européens de puissance moyenne y accroissent leurs engagements et leurs investissements dans l'infrastructure, l'énergie et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.



UN POTENTIEL DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE



L'écosystème de l'Afrique est l'un des plus diversifiés de la planète. Les abondantes ressources de la région représentent 30 % des minéraux critiques de la Terre, 60 % de son potentiel énergétique solaire et 25 % de la biodiversité mondiale. En outre, l'Afrique est l'un des endroits où le potentiel de captation de carbone est le plus important au monde. Le continent est donc essentiel à la transition mondiale vers les énergies vertes.

L'Afrique abrite également une classe moyenne croissante, ainsi que la population la plus jeune du monde, qui constituera bientôt la plus grande main-d'œuvre de la planète. Dans une décennie, le nombre de jeunes Africains et Africaines entrant chaque année sur le marché du travail dépassera celui de l'ensemble des jeunes travailleurs et travailleuses du reste du monde.

Alors que la tendance est à une forte croissance économique dans de nombreuses régions d'Afrique, des défis persistent, entre autres sur le plan de la capacité institutionnelle ainsi que des problèmes réels et perçus liés à la paix, à la sécurité et à la primauté du droit, qui peuvent limiter les possibilités économiques et la durabilité.

DÉFIS EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ



La situation en matière de sécurité est dynamique dans le contexte de la grande diversité de l'Afrique, de sa longue et riche histoire et de son héritage colonial. Les conflits armés demeurent une menace pour la paix et la sécurité dans de nombreuses parties du continent. Les conflits en cours au Soudan et dans les régions de l'est de la République démocratique du Congo ont des répercussions sur des millions d'Africains et d'Africaines, mais ne reçoivent pas, dans le monde, toute l'attention qu'ils devraient susciter. Le terrorisme est un phénomène de plus en plus observé en Afrique, le continent ayant connu plus d'incidents et de

décès liés au terrorisme que toute autre région. Le Sahel représente à lui seul près de la moitié de tous les décès liés au terrorisme à l'échelle mondiale, tandis que les menaces terroristes provenant de la région risquent de se propager à l'Afrique de l'Ouest côtière. De plus, l'Afrique demeure la source la plus importante d'agents pathogènes d'origine naturelle pouvant susciter des préoccupations sur le plan biologique, et certains États et organisations terroristes recherchent des échantillons pouvant être prélevés à des fins malveillantes.

L'émergence de réseaux criminels transnationaux en Afrique constitue une menace à multiples facettes, y compris pour la sécurité nationale du Canada. En effet, certains liens entre l'Afrique et la criminalité ont une incidence directe sur les Canadiens et les Canadiennes, notamment dans le cas des vols d'automobiles et des crimes financiers. Dans certains cas, les réseaux criminels peuvent rendre possibles des activités terroristes et extrémistes violentes par le transfert de fonds illicites, le trafic d'armes et de drogues et la traite de personnes, ce qui révèle une tendance mondiale inquiétante : la convergence du crime organisé et du terrorisme.

Les insurrections locales partout en Afrique et les acteurs étatiques et non étatiques malveillants profitent des conflits prolongés, des revendications sociétales et de conditions économiques difficiles pour renforcer le recrutement, pavant la voie à la fragilité des États, à l'érosion de la gouvernance et même au renversement de gouvernements civils par des groupes militaires ou armés. Les conflits sont aggravés par des acteurs extérieurs malveillants qui soutiennent des régimes autoritaires, propagent la désinformation et exploitent les ressources naturelles. Les changements climatiques et démographiques et l'urbanisation accrue continuent d'influer sur la nature des conflits et le caractère de l'insécurité en Afrique.

RENFORCER LA DURABILITÉ ET SAUVER DES VIES EN CAS DE CRISE HUMANITAIRE



L'Afrique est le théâtre de certaines des crises humanitaires les plus graves et les plus longues, notamment les conflits dévastateurs qui se poursuivent au Soudan et en République démocratique du Congo. De nombreux pays africains sont en outre touchés par la sécheresse liée au climat et par d'autres catastrophes naturelles. Selon *l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2025* des Nations Unies, plus de 141 millions de personnes, dans au moins 16 pays d'Afrique, auront besoin d'une aide humanitaire urgente d'une valeur totale d'environ 19,5 milliards de dollars américains. Les personnes les plus vulnérables et marginalisées, en particulier les femmes et les filles, sont les plus touchées par ces crises.

Des progrès à l'égard des 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été menés et réalisés par l'Afrique : ainsi, le nombre de décès liés aux conflits a été réduit de moitié au cours de la dernière décennie, et les investissements dans les énergies renouvelables sont en hausse. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour réduire les obstacles à l'avancement des ODD en Afrique. Les contraintes de financement, bien souvent exacerbées par des niveaux élevés de dette nationale, entravent l'accès au financement destiné aux infrastructures publiques ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises (PME), ce qui limite les capacités de croissance et d'innovation de ces dernières.

Selon le Fonds monétaire international, plus de la moitié des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà en situation d'endettement critique. Tous les pays africains ont été gravement touchés par la convergence d'un ralentissement économique mondial, de baisses marquées des prix des produits de base, d'interruptions dans les activités économiques intérieures et du fardeau financier associé aux mesures de confinement prises pour lutter contre la COVID-19.

Les défis liés aux changements climatiques continuent également d'exacerber les vulnérabilités, en particulier chez les femmes, les jeunes et d'autres groupes marginalisés, qui sont confrontés à des obstacles supplémentaires pour se remettre des chocs climatiques. Sur tout le continent africain, les répercussions des changements climatiques et les risques connexes en matière de sécurité et de développement sont de plus en plus prononcés. L'Organisation météorologique mondiale estime que, d'ici 2030, les changements climatiques menaceront jusqu'à 118 millions d'Africains parmi les plus pauvres, les exposant à des sécheresses, à des inondations et à des chaleurs extrêmes, alors même que l'Afrique est responsable de moins de 10 % des émissions mondiales.



BÂTIR SUR UNE LONGUE TRADITION DE COOPÉRATION



Le Canada entretient de solides relations diplomatiques avec l'Afrique depuis plus de 70 ans. Il joue un rôle clé dans le développement éducationnel, sanitaire et social de l'Afrique; il est à l'avant-garde en ce qui concerne la prestation d'assistance financière et technique en période de catastrophes naturelles et de crises humanitaires. Le Canada a également joué un rôle important dans la promotion du développement économique local en s'associant à des initiatives qui soutiennent le développement des marchés, les PME, les petites exploitations agricoles, les coopératives et les entreprises appartenant à des femmes. Il a contribué à la création et au développement d'établissements africains d'enseignement supérieur et à la recherche dans des domaines clés tels que l'agriculture, la géologie et les pratiques durables, en plus de soutenir une résilience renforcée face aux menaces biologiques. Le Canada continue d'accueillir une diaspora africaine talentueuse et active qui contribue au bien-être et à la prospérité de la société canadienne.

Le Canada a appuyé l'élaboration de cadres constitutionnels, le renforcement des capacités électorales et l'établissement de pratiques législatives démocratiques dans de nombreux pays qui ont obtenu leur indépendance des anciennes puissances coloniales. De même, le Canada a encouragé l'expansion des droits civils et des droits de la personne comme fondement de la prospérité et du bien-être tout en respectant les cultures africaines et les normes locales. Le Canada a été un partenaire fiable et un chef de file dans la prise de mesures aux fins de la justice et de l'obligation de rendre compte en Afrique. Ainsi, l'ancienne juge de la Cour suprême du Canada, Louise Arbour, a assumé le rôle de procureure du Tribunal pénal international pour le Rwanda de 1996 à 1999. Stephen Lewis a été l'une des 7 éminentes personnalités nommées par l'Organisation de l'unité africaine (maintenant l'Union africaine) qui ont publié un rapport en 2000 sur les circonstances et les leçons retenues du génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda.

Le Canada a également été un partenaire en matière de paix et de sécurité, qu'il s'agisse de sa participation de longue date à des opérations de maintien de la paix sur le continent africain, du renforcement des capacités militaires, du soutien aux initiatives de médiation,

de la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, ou de la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats.

Le Canada a également profité immensément de sa collaboration avec les populations, les institutions et les gouvernements africains. Qu'il soit question des pompiers sud-africains qui ont aidé à combattre les feux de forêt au Canada ou des diverses communautés de la diaspora africaine qui vivent au Canada, les liens interpersonnels ont renforcé le Canada. Le commerce, les investissements et les échanges dans le cadre de l'enseignement entre le Canada et les pays africains ont fortifié nos économies.

Le Canada collabore également avec des partenaires africains sur des questions importantes dans des forums multilatéraux, notamment la toute première résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'élimination des mariages d'enfants, précoces et forcés – qui a été élaborée conjointement par le Canada et la Zambie et adoptée par consensus et avec le soutien de toutes les régions en 2013, 2014, 2016 et 2017.

Le rôle du Canada pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud

Le Canada a contribué de façon importante au mouvement anti-apartheid dans le monde, notamment par ses efforts au sein des Nations Unies et par l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud à la fin des années 1980, lorsque Brian Mulroney était premier ministre. En 1961, sous la direction de l'ancien premier ministre John Diefenbaker, le Canada, en opposition à l'apartheid, a rompu le consensus afin d'empêcher l'Afrique du Sud d'entrer au Commonwealth. Le Canada a également fourni un soutien essentiel à la rédaction de la constitution de l'Afrique du Sud après l'apartheid, au début des années 1990, notamment en offrant une expertise sur les questions juridiques et constitutionnelles. Ces efforts ont contribué à la transition pacifique vers la démocratie en Afrique du Sud en 1994.

Les efforts de maintien de la paix du Canada en Afrique

Le Canada contribue depuis longtemps aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies sur le continent africain : il a participé à la première mission de maintien de la paix en Afrique, l'Opération des Nations Unies au Congo, dans les années 1960. Depuis, des milliers de Canadiens – membres des forces armées, de la police ou de la population civile – ont contribué à réduire la violence et à promouvoir la paix et la stabilité dans des régions instables en Afrique. Par exemple, l'ancien lieutenant-général Roméo Dallaire est estimé pour son rôle de dirigeant de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda de 1993 à 1994.

Des membres du personnel militaire et policier canadien ont également participé à des opérations de paix des Nations Unies sur tout le continent africain, notamment au Soudan, au Mali, en Angola, en Côte d'Ivoire, en Somalie, en Éthiopie, en Érythrée, en Égypte, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, au Libéria, en Sierra Leone, au Mozambique, en Ouganda, au Rwanda et en Namibie.

Des civiles et des civils canadiens ont également occupé d'importants postes de direction dans le cadre d'opérations de paix des Nations Unies, comme Carolyn McAskie, représentante spéciale du Secrétaire général au Burundi de 2004 à 2006, et Colin Stewart, représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental de 2017 à 2021.

Le Canada soutient le rôle des pays africains dans les opérations de paix en appuyant, entre autres, les centres régionaux de formation au maintien de la paix, la formation et le renforcement des capacités pour les opérations de paix, ainsi que des initiatives visant à accroître le rôle des femmes dans les opérations de paix et à s'attaquer au problème des enfants-soldats.



Au cours des 5 dernières années, le Canada a considérablement accru sa collaboration avec l’Afrique. La rencontre entre le premier ministre Justin Trudeau et le président de la Commission de l’Union africaine (CUA), Moussa Faki, en Éthiopie, lors du Sommet de l’Union africaine en 2020, a donné lieu à une série de dialogues politiques de haut niveau portant sur la politique étrangère, le commerce et le développement.

En 2023, le Canada a nommé un observateur permanent auprès de l’Union africaine. En 2024, il a signé un protocole d’entente avec la CUA pour officialiser le partenariat et institutionnaliser un dialogue continu de haut niveau. En 2023, le Canada a inauguré un haut-commissariat au Rwanda, et, en 2024, a annoncé une ambassade au Bénin et un haut-commissariat en Zambie.



UNE COOPÉRATION FONDÉE SUR UN PARTENARIAT DE CONFIANCE



Les pays, les populations et les institutions d'Afrique sont à la tête du changement sur le continent. Tirant parti des forces et des aspirations des Canadiens et des Canadiennes et des Africains et des Africaines, le Canada appuiera les solutions avancées par l'Afrique dans les domaines prioritaires à l'échelle du continent. Il renforcera la coopération économique et les investissements qui seront axés sur le potentiel de croissance inclusive, en s'appuyant sur une base solide d'aide au développement. Une mobilisation diplomatique renforcée à tous les niveaux permettra d'améliorer la prospérité et de soutenir les efforts de paix et de sécurité. Guidée par les buts et les objectifs énoncés par l'Afrique, la *Stratégie du Canada pour l'Afrique* soutient les priorités communes de partenaires égaux.

En cette période d'instabilité économique mondiale, l'Afrique peut offrir au Canada l'occasion de diversifier davantage ses investissements et, simultanément, de contribuer directement à une meilleure résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales, de promouvoir les avantages à l'échelle locale en Afrique et de protéger la sécurité économique et sanitaire et la sécurité nationale du Canada. L'Afrique joue un rôle important dans la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et continentale, surtout grâce à des pratiques agroalimentaires durables améliorées qui ont été adaptées à partir des pratiques du Canada. Entourée d'océans, l'Afrique peut contribuer de façon importante à l'économie bleue, tant pour les ressources alimentaires que pour les ressources énergétiques, grâce aux technologies et à la participation de Canadiens et de Canadiennes. Il existe un grand potentiel pour faciliter l'accroissement du commerce et des investissements en Afrique, notamment par le renforcement et l'élargissement de partenariats en sciences, en technologie et en innovation avec le Canada. Le tourisme, le commerce, la migration planifiée, les échanges d'étudiants et d'enseignants et le maintien d'un dialogue actif et délibéré avec les membres de la diaspora africaine au Canada peuvent tous mener à une plus grande prospérité pour tous et pour toutes.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique prévoit :

- **une mobilisation accrue des communautés de la diaspora africaine et de la société civile canadienne**, qui s'appuie sur les liens interpersonnels afin de renforcer la coopération entre le Canada et l'Afrique à tous les niveaux, tout en élargissant la présence diplomatique du Canada
- **une importance accrue accordée à la coopération économique** pour promouvoir les intérêts commerciaux et l'atteinte des ODD des Nations Unies
- **une présence canadienne plus visible**, obtenue en orientant les efforts diplomatiques vers des pays ayant des valeurs et des objectifs similaires et un fort intérêt commercial à l'égard du Canada
- **l'accroissement des partenariats non traditionnels**, notamment au moyen d'initiatives en matière de multilatéralisme et de défense des intérêts à l'échelle internationale, et avec les parties prenantes africaines dans le cadre de forums mondiaux (G20, Nations Unies, Organisation mondiale du commerce [OMC], financement du développement), tout en continuant d'approfondir les relations avec l'Union africaine
- **l'investissement dans le potentiel économique de l'Afrique**, en mettant l'accent sur le développement économique durable et la jeunesse, tout en poursuivant le travail dans les domaines où le Canada fait généralement preuve de leadership, tels que la santé mondiale, la nutrition, l'énergie, l'éducation, l'agroalimentaire et l'inclusion, une attention particulière étant accordée aux femmes et aux filles
- **la protection et le renforcement des intérêts communs en matière de sécurité**, au moyen de partenariats bilatéraux et institutionnels solides avec les États africains clés, tout en améliorant la capacité de la région à s'attaquer aux problèmes de sécurité et à renforcer les normes en matière de responsabilisation et de gouvernance

La réconciliation

Le Canada reconnaît les effets du colonialisme sur le développement de l'Afrique, ainsi que le rôle du colonialisme dans l'histoire du Canada avec les peuples autochtones. Alors que le Canada essaie de venir à bout des injustices historiques subies par les peuples autochtones et s'emploie à éliminer les inégalités de longue date dans le pays, le gouvernement du Canada est résolu à faire avancer le travail essentiel pour la vérité et la réconciliation. Ce travail est axé sur la conception de voies à suivre et de solutions souples, conjointement avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis, en fonction des besoins et des priorités qu'ils ont eux-mêmes et elles-mêmes définis. Le Canada entamera un dialogue honnête et ouvert avec ses partenaires africains sur l'importance de la réconciliation. Il cherchera à apprendre d'eux et d'elles en mettant en commun ses expériences pour corriger les erreurs du passé et bâtir un avenir inclusif en partenariat avec les peuples autochtones.

La *Stratégie du Canada pour l'Afrique*, qui est conforme à sa politique étrangère féministe et à sa politique d'aide internationale féministe, est axée sur 5 domaines, fondés sur des liens interpersonnels renforcés, y compris entre les entreprises, la société civile, le gouvernement, les parlementaires, les étudiants et étudiantes et d'autres. Déterminé à obtenir des résultats, le gouvernement du Canada surveillera les progrès réalisés au regard des objectifs de la *Stratégie du Canada pour l'Afrique* et communiquera ces résultats publiquement.

1) Renforcer l'action diplomatique du Canada et les liens interpersonnels

Les interlocuteurs canadiens et africains doivent continuer d'établir de larges partenariats pour saisir les occasions et relever les défis à l'échelle mondiale et régionale. Le Canada renforcera les partenariats à tous les niveaux : dans les voies diplomatiques bilatérales

traditionnelles et les forums régionaux et multilatéraux, ainsi qu'au sein de la diaspora, de la société civile et des parlementaires. Le Canada :

- **renforcera sa présence sur le continent**, notamment par l'intermédiaire de nouveaux envoyés spéciaux et de nouvelles ambassades;
- **approfondira ses relations avec les institutions africaines**, y compris au moyen d'un partenariat stratégique avec l'Union africaine, de dialogues de haut niveau entre le Canada et l'Union africaine et d'une collaboration élargie avec les parlements et les communautés économiques régionales;
- **mobilisera davantage la diaspora afro-canadienne**, notamment par la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme qui met à contribution les jeunes et les entreprises, afin d'éclairer les approches du gouvernement du Canada à l'égard du continent africain.

En collaboration avec ses partenaires africains, y compris les organisations de la société civile, le Canada continuera de faire entendre systématiquement sa voix en faveur de la protection des droits de la personne (dont les droits des groupes vulnérables), de la gouvernance et de la démocratie inclusives, de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes.

Le Canada en Afrique francophone

La moitié de la population francophone du monde vit en Afrique, et la majorité des pays membres à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie se trouvent en Afrique. Cette appartenance commune à la famille francophone renforce les liens interpersonnels entre Canadiens et les Canadiennes et Africains et les Africaines. Le Canada est le deuxième bailleur de fonds en importance auprès des institutions de la Francophonie, ce qui comprend le soutien d'initiatives en Afrique visant principalement les femmes, les jeunes et la société civile.

Accroître la présence diplomatique du Canada

Entre 2022 et 2025, le Canada a établi 4 nouvelles missions diplomatiques en Afrique, notamment en nommant un observateur permanent auprès de l'Union africaine et en établissant une ambassade au Bénin et des hauts-commissariats en Zambie et au Rwanda. Le Canada a également nommé un envoyé spécial pour l'Afrique et un envoyé spécial pour le Sahel. Ces efforts renforceront la collaboration du Canada avec les dirigeants et dirigeantes africaines sur des priorités communes.

Accords sur le transport aérien

Qu'il s'agisse de visites amicales ou familiales ou de l'envoi de marchandises vers les marchés mondiaux, les accords sur le transport aérien (ATA) sont essentiels pour renforcer les liens entre le Canada et ses partenaires. Les ATA permettent d'assurer la prestation de services aériens internationaux réguliers d'un pays à un autre en établissant le nombre de vols par semaine, les villes pouvant être desservies, ainsi que des normes relatives aux activités commerciales. Le Canada continuera de travailler avec ses partenaires africains pour favoriser un climat commercial plus prévisible, transparent et ouvert grâce à la négociation d'ATA en réponse à la croissance du marché et à la demande commerciale.

2) Renforcer la coopération économique

Le renforcement d'une coopération économique et commerciale ciblée profite tant aux Canadiens et Canadiennes qu'aux Africains et Africaines. L'Afrique, région du monde la plus dynamique sur le plan démographique, est riche en ressources naturelles et dotée d'un potentiel manufacturier croissant dans les industries de la haute technologie. Elle offre au Canada l'occasion de diversifier ses chaînes d'approvisionnement, d'accéder à une main-d'œuvre jeune et diversifiée et d'améliorer la sécurité et la résilience économiques, tout en créant des avantages inclusifs locaux sur le continent africain. Une prospérité accrue en Afrique peut renforcer le développement, la paix et la sécurité dans la région, ce qui aurait des effets positifs importants dans le contexte mondial de la sécurité. Des partenariats fructueux avec l'Afrique offriront aux entreprises exportatrices et au secteur de l'investissement du Canada plus de possibilités de profiter du vaste potentiel économique du continent, ce qui assurera la résilience des chaînes d'approvisionnement – notamment pour les minéraux critiques –, la création d'emplois et une croissance économique inclusive.

Le Canada a été un partenaire clé dans la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et continuera de soutenir sa mise en œuvre.

Appuyer la plus grande zone de libre-échange du monde

Une fois pleinement mise en œuvre, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) sera la plus grande zone de libre-échange dans le monde, selon le nombre de pays participants. Elle représentera alors un marché intégré de 1,3 milliard de personnes. Le Canada croit que la ZLECAF a le potentiel d'augmenter les revenus et de réduire la pauvreté, et aussi de créer de nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes. Le Canada a fourni un soutien d'experts dès le début pour la négociation de l'accord et, plus récemment, pour sa mise en œuvre dans les différents pays.

Le Canada intensifiera ses efforts pour faire progresser la diplomatie économique à l'appui du secteur privé canadien et des organisations pertinentes de la diaspora africaine. Le Canada prévoit de prendre les mesures suivantes :

- **améliorer les possibilités pour le secteur privé et les intervenantes et intervenants**, au moyen, entre autres, d'une mission commerciale de haut niveau en Afrique, qui mettra l'accent sur les secteurs de l'innovation, les infrastructures et les minéraux critiques, et la création d'un centre pour le commerce en Afrique, afin de coordonner la diplomatie et les relations économiques à l'échelle du gouvernement du Canada ainsi que des gouvernements provinciaux et territoriaux;
- **promouvoir un système économique plus inclusif et un climat prévisible, transparent et ouvert en Afrique pour le commerce et l'investissement**, notamment en soutenant davantage la mise en œuvre de la ZLECAf, en poursuivant le dialogue sur la politique commerciale entre le Canada et la Commission de l'Union africaine et en négociant des accords de promotion et de protection des investissements étrangers; promouvoir des chaînes d'approvisionnement résilientes mutuellement bénéfiques et une production responsable, inclusive et durable des minéraux critiques en Afrique, conformément à la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques; élargir ses capacités d'analyse et sa compréhension de l'évolution de l'économie en Afrique et de ses répercussions pour le Canada;
- **promouvoir une croissance économique durable et positive pour le climat** en aidant à créer des possibilités d'offre de politiques, d'expertise et de technologies canadiennes de pointe (par exemple, le Canada continuera d'appuyer des partenariats de recherche comme l'Observatoire du réseau d'un kilomètre carré, une installation de radioastronomie de prochaine génération, et de participer à des initiatives de gestion des ressources naturelles comme le Partenariat pour la sécurité des minéraux, le Système de certification du Processus de Kimberley et le Programme de transition vers l'énergie propre).

Accords de promotion et de protection des investissements étrangers en Afrique

Le Canada a actuellement des accords de promotion et de protection des investissements étrangers (APIE) en vigueur avec 8 pays africains. Ces accords font mieux connaître à l'intérieur du Canada les possibilités économiques qui existent à l'étranger et ils permettent aux pays partenaires d'envoyer des signaux positifs pour attirer les sociétés d'investissement canadiennes et leurs investissements ainsi que pour promouvoir les investissements entrant au Canada. Les accords offrent également la stabilité et la clarté juridique que ces sociétés recherchent, tout en soutenant les priorités nationales en matière de croissance et de développement économiques.



3) Réduire la pauvreté, soutenir le développement économique, autonomiser les jeunes, apporter une aide en cas de crise humanitaire et d'adaptation au climat

En accord avec le potentiel de croissance économique de l'Afrique, les priorités et les débouchés du continent, une plus grande partie de l'aide internationale au continent africain sera orientée vers le développement économique durable et l'emploi des jeunes. L'engagement de la jeunesse africaine dans les politiques et les programmes d'aide au développement du Canada fera l'objet d'une priorité renouvelée, et celui-ci continuera de mettre à profit son expertise en matière de santé, d'éducation et de soutien aux droits des femmes et des filles. Dans le cadre de la présente Stratégie, le Canada sollicitera les commentaires de la diaspora africaine, y compris les jeunes, ainsi que des organisations de la société civile canadienne, sur ses approches en matière de développement pour la région.

L'aide au développement du Canada s'appuiera sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Politique d'aide internationale féministe du Canada, en particulier pour tirer parti de l'aide au développement officielle afin de créer de nouveaux partenariats pour le développement et de mobiliser de nouvelles sources de financement public et privé à l'appui de la réalisation des ODD des Nations Unies. Le soutien important accordé à la réduction de la pauvreté en Afrique sera maintenu, tout comme l'aide du Canada en cas de crise humanitaire. Le Canada améliorera les complémentarités entre ses programmes de commerce, de développement, de paix et de sécurité pour faire en sorte que les efforts se renforcent mutuellement. Ces efforts contribueront à réduire la pauvreté et à lutter contre certaines des causes profondes des conflits, y compris par la collaboration avec les communautés économiques régionales. Le Canada est déterminé à :

- **créer des liens plus solides entre les programmes de croissance économique et de développement**, au moyen, entre autres, d'un nouveau programme sur le commerce et le développement en Afrique, qui soutiendra les initiatives de développement favorisant des environnements plus propices au commerce et à l'investissement;
- **investir dans les énergies renouvelables et les infrastructures**, y compris au moyen de programmes

avec FinDev Canada et de partenariats avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement;

- **investir dans la formation des jeunes et la formation professionnelle** en finançant l'éducation de base, l'accent étant mis sur les enfants vulnérables et difficiles à atteindre, afin de veiller à ce qu'elles et ils soient « prêts pour l'école »; appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation et d'enseignement des compétences techniques et professionnelles pertinents pour le marché, avec des débouchés intégrés vers l'emploi et l'entrepreneuriat;
- **accorder la priorité à la mobilisation de financement**, notamment en déployant davantage les instruments de financement novateurs, qui appuient les initiatives de financement mixte; continuer d'appuyer le Fonds d'accélération de la recherche sur le blé; s'appuyer sur la présence en Afrique du Centre de recherches pour le développement international, y compris son initiative Mettre à l'échelle les innovations en soins en Afrique, qui soutient le renforcement du pouvoir économique des femmes, et sur son programme Intelligence artificielle (IA) pour le développement, qui soutient le développement d'écosystèmes d'IA responsables dirigés localement;
- **lutter contre les changements climatiques** en soutenant l'adaptation et la lutte contre la perte de biodiversité grâce à l'enveloppe de financement climatique de 5,3 milliards de dollars du Canada, ainsi qu'au moyen de protocoles d'entente bilatéraux et d'initiatives telles que le Défi mondial sur la tarification du charbon et l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon;
- s'appuyer sur des décennies de **coopération en matière de santé et de nutrition à l'échelle mondiale** en soutenant l'avancement de la santé et des droits des femmes, des enfants et des adolescents et adolescentes; lutter contre les maladies infectieuses; renforcer les systèmes de santé axés sur les soins de santé primaires; et améliorer la nutrition (la lutte contre la malnutrition, les retards de croissance et l'émaciation des enfants contribuera à améliorer leurs résultats scolaires et les aidera à soutenir de manière productive l'économie et leurs communautés).

Financement novateur et mixte

Le Canada utilise des outils de financement novateurs, comme les prêts accordés à des conditions avantageuses, pour travailler avec des investisseurs et investisseuses privées et débloquer de nouvelles sources de financement pour le développement durable. Les investisseuses et investisseurs privés peuvent hésiter à investir dans les pays en développement en raison des risques réels et perçus. Le Canada dispose de plusieurs mécanismes et programmes de financement novateurs pour compenser certains de ces risques et mobiliser les investissements du secteur privé dans les pays en développement, dont le Programme d'innovation en aide internationale, le programme de financement climatique et FinDEV Canada, l'institution de financement renouvelé du développement du Canada.

FinDev Canada offre un éventail de solutions de financement et d'investissement visant à favoriser la croissance et les investissements du secteur privé dans des secteurs prioritaires, notamment l'industrie financière, les infrastructures durables et les chaînes de valeur de l'agroalimentaire et de la foresterie dans les économies émergentes. En 2025, le travail de FinDev sur le continent africain bénéficiera du soutien d'un nouveau bureau régional au Cap, que la société d'État compte voir prendre de l'expansion, soutenue par son portefeuille, dans la région. Environ 40 % du portefeuille de FinDev Canada est actuellement en Afrique.

La santé mondiale et les femmes

À ce jour, plus de 60 % (soit 1,4 milliard de dollars par an) de l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde a été investi en Afrique.

La moitié de ce financement (50 %) est destinée à des programmes africains qui soutiennent les organisations locales de défense des droits des femmes par l'intermédiaire du programme canadien novateur Voix et leadership des femmes.



4) Renforcer les partenariats pour la paix, la sécurité et les droits de la personne

Le Canada s'est engagé depuis longtemps à renforcer la paix et la sécurité mondiales. Les contributions du Canada au renforcement des capacités, à la formation et au soutien de la bonne gouvernance cadrent avec les besoins exprimés par les partenaires africains au sujet des priorités communes, entre autres la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et leur prévention; la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la stabilisation; la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre et la lutte contre cette forme de violence ainsi que la protection des civils et des civiles pendant les conflits armés; la mise en œuvre de mesures de sécurité, de sûreté et de protection nucléaires pour permettre les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire; l'amélioration des normes et des pratiques en matière de biosécurité et de biosûreté; la prévention de la criminalité transnationale, y compris la traite des êtres humains; et la promotion de la bonne gouvernance, de la protection des droits de la personne et de la prise de décisions inclusive.

Le Canada continuera d'appuyer le rôle de l'Union africaine et des organisations et pays sous-régionaux africains dans les opérations de paix et d'autres programmes de sécurité. Le soutien du Canada aux réseaux dynamiques d'organisations de la société civile de l'Afrique, qui travaillent en première ligne du développement social et économique, de l'aide humanitaire, et de la paix et de la sécurité, fait partie intégrante de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Les contributions au développement et à la croissance économique peuvent être propices à la paix, à la stabilité et à la sécurité et sont essentielles à une prospérité accrue et à un développement durable sur le continent africain.

Un élément essentiel de la Stratégie du Canada pour l'Afrique consiste à faire progresser les partenariats pour la paix, la sécurité et les droits de la personne par les moyens suivants :

- **soutenir les opérations de paix et les initiatives de prévention des conflits dirigées par l'Afrique**, en offrant notamment une assistance technique au Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la Commission de l'Union africaine, un soutien aux opérations de paix de l'Union africaine et un soutien aux initiatives d'alerte précoce visant

à prévenir l'extrémisme violent et à lutter contre le terrorisme, les flux financiers illicites et le financement du terrorisme; officialiser le soutien accordé aux centres d'excellence africains, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, de prévention de l'extrémisme violent, de reconstruction et de développement après les conflits, et de cybersécurité; poursuivre les activités de médiation pour la paix, y compris en soutenant et en complétant les efforts de médiation dirigés par l'Afrique dans les domaines d'expertise canadiens, comme la gouvernance et la gestion des ressources et des frontières;

- **promouvoir le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité** en amplifiant et en renforçant le leadership local par le développement des capacités, le déploiement de conseillères et conseillers civils et le soutien du travail de l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, afin d'assurer la participation pleine et égale des femmes africaines en tant qu'artisanes de la paix, médiatrices et négociatrices pendant les crises et les conflits; continuer d'établir des liens stratégiques avec les institutions africaines en matière de sécurité sanitaire et de menaces biologiques;
- **renforcer la démocratie et les droits de la personne** en investissant dans des systèmes électoraux résilients pour la prévention des conflits; renforcer les processus électoraux démocratiques, notamment en luttant contre la désinformation pour prévenir l'ingérence étrangère et en favorisant l'égalité des genres et l'inclusion des communautés autochtones et marginalisées; appuyer et faire valoir le respect, la promotion et la protection des droits de la personne, y compris pour la sécurité des défenseurs et défenseuses des droits de la personne, des femmes et des groupes vulnérables et minoritaires; protéger les droits économiques, sociaux et culturels, la liberté des médias et la santé (y compris pour les femmes et les filles);
- **mettre à jour l'approche du Canada à l'égard du Sahel** en travaillant en partenariat avec les démocraties de la région, en mobilisant le nouvel envoyé spécial du Canada pour le Sahel et en mettant en œuvre le nouveau programme de développement régional du Canada pour le Sahel – lequel s'attaque aux problèmes transfrontaliers qui contribuent à l'instabilité régionale – afin de promouvoir la cohésion sociale et d'améliorer la résilience des populations locales;

- contrer les menaces terroristes, y compris celles liées à l'extrémisme violent par la fourniture d'une assistance technique et stratégique, l'échange d'information et la coordination avec les partenaires africains aux niveaux bilatéral et multilatéral, afin de lutter contre les menaces terroristes et la criminalité transnationale comme le trafic de drogues et d'armes et les flux financiers illicites utilisés dans les réseaux criminels et terroristes et par ces groupes; investir dans le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme avec les gouvernements africains partenaires, afin d'accroître la résilience aux menaces, de renforcer la sécurité aux frontières et dans les aéroports et de lutter contre l'extrémisme violent;
- **atténuer les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires** en dirigeant l'Initiative de signature pour atténuer les menaces biologiques

en Afrique, une collaboration entre le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes dirigé par le G7, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies et d'autres partenaires africains (cet effort vise à renforcer les capacités panafricaines de sécurité sanitaire grâce à des systèmes intégrés de surveillance des maladies et à la mise en œuvre d'un plan stratégique de biosécurité et de biosûreté à l'échelle du continent, le tout en vue de prévenir les épidémies d'agents pathogènes à haut risque préoccupants pour la sécurité, de les détecter et d'y répondre efficacement); aider les États africains à mettre en place l'infrastructure législative et réglementaire nécessaire à la mise en œuvre des pratiques exemplaires internationales en matière de sécurité nucléaire et de gestion des sources radiologiques.

Les femmes sont des catalyseurs clés pour s'attaquer aux causes profondes des conflits

Les initiatives canadiennes appuient une participation importante des femmes en uniforme aux opérations de paix par l'intermédiaire de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix; ces initiatives favorisent la participation des femmes à toutes les étapes des processus de paix et de sécurité et de la prise de décisions; elles plaident en faveur de la protection des enfants dans les conflits armés, y compris par la mise en œuvre des Principes de Vancouver; elles mettent en œuvre la réforme du secteur de la sécurité et les mesures de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme et soutiennent les efforts de renforcement des capacités pour atténuer les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

En 2018, le Canada a lancé des partenariats bilatéraux avec les Forces armées du Ghana, le ministère des Forces armées du Sénégal et le Service de police de la Zambie. Le Canada appuie ces partenariats en fournissant de l'aide technique et de la formation dans le but d'éliminer

les obstacles à la participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix, en particulier les obstacles cernés à l'aide de la méthodologie d'évaluation Mesurer les opportunités pour les femmes dans les opérations de paix.

Le Canada étend aussi sa participation en Afrique. Par exemple, par l'intermédiaire du Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité de Genève, le Canada soutient plusieurs institutions de sécurité en Afrique du Sud et met en commun ses connaissances avec elles, afin d'éliminer les obstacles à la participation significative des femmes en uniforme aux opérations de paix.

Le Canada continuera de s'associer aux efforts déployés par l'Union africaine et les pays africains dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité, car ils sont des chefs de file mondiaux dans ce domaine. L'Union africaine a été la première organisation du continent à établir un bureau de l'envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité en 2014; en 2024, 35 pays africains avaient adopté des plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité, complémentaires de divers plans sous-régionaux.

Soutenir les efforts de consolidation de la paix et de médiation

Le Canada a soutenu les efforts de consolidation de la paix et de médiation visant à faire progresser la paix et la sécurité dans des pays du continent africain. Par exemple, au Mozambique, le financement canadien et le leadership de la communauté des donateurs ont directement contribué à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation nationale de Maputo de 2019, qui a mené à la démobilisation finale des ex-combattants restants de la guerre civile au Mozambique.

Le leadership du Canada pour soutenir les voix du peuple soudanais, y compris celles des femmes, et veiller à ce qu'elles soient entendues dans les négociations de paix pour le Soudan a renforcé les contributions de la population civile. Ce leadership comprend le rôle du Canada à titre de représentant des donateurs au Fonds commun du processus de paix au Soudan et l'engagement direct de l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité auprès des médiatrices et des leaders communautaires soudanaises.

Le Sahel

Depuis les années 1960, le Canada est un partenaire indéfectible des pays du Sahel, où il appuie des initiatives qui contribuent à la paix et à la sécurité, au développement et à la satisfaction des besoins humanitaires. Au cours des dernières années, en particulier depuis 2017, en réponse à l'évolution du paysage politique et de la sécurité, le Canada a recentré son engagement sur le renforcement des relations bilatérales avec les démocraties de la région tout en continuant de soutenir les populations du Sahel. Depuis 2017, il a versé 1,4 milliard de dollars en aide au développement et en aide humanitaire, souvent dans des contextes difficiles et complexes. Le Canada a également participé aux efforts de paix et de sécurité, notamment en appuyant *l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme en Côte d'Ivoire*.

À l'avenir, le Canada continuera de tirer parti de ses liens profondément enracinés et de sa présence de longue date par l'intermédiaire de la société civile et des organisations internationales pour soutenir les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du Sahel, en particulier les femmes et les filles, et il continuera d'élargir ses partenariats avec les pays d'Afrique de l'Ouest pour favoriser la paix, la sécurité et la prospérité dans la région. L'engagement du Canada comprend le programme régional pour le Sahel récemment mis sur pied. De plus, le Canada intensifiera son travail de représentation avec la nomination d'un nouvel envoyé spécial du Canada pour le Sahel.

5) Faire progresser les priorités communes grâce à un engagement accru sur la scène mondiale

Pour faire progresser les principales priorités, le Canada et l’Afrique ont besoin de partenaires diversifiés sur la scène mondiale et de systèmes multilatéraux qui fonctionnent pour tout le monde. Le Canada continuera d’appuyer une participation et une influence accrues de l’Afrique dans les espaces multilatéraux. En travaillant en étroite collaboration avec ses partenaires africains – aux niveaux bilatéral et multilatéral – pour relever les défis et saisir les occasions à l’échelle mondiale, le Canada sera en mesure de mieux faire progresser les intérêts communs, comme la lutte contre les changements climatiques, la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale, le commerce et la numérisation. Le Canada continuera de :

- travailler avec ses partenaires africains pour faire progresser les intérêts communs dans l’ensemble du système des Nations Unies;
- mobiliser un soutien, y compris financier, pour la réalisation des ODD des Nations Unies;
- plaider en faveur d’une réforme du Conseil de sécurité de l’ONU afin de remédier à l’exclusion historique de l’Afrique du Conseil et d’assurer une représentation adéquate et substantielle des pays africains;
- soutenir l’Union africaine dans son nouveau rôle en tant que membre permanent du G20, en rendant une institution multilatérale importante plus inclusive et en donnant au continent une voix marquante sur les grands enjeux mondiaux;
- collaborer avec l’Afrique du Sud sur nos présidences respectives du G7 et du G20 en 2025, en vue de renforcer les synergies;
- approfondir la coopération avec l’Organisation mondiale du commerce afin de faire progresser les domaines d’intérêt commun;
- travailler avec d’autres actionnaires des banques de développement pour faire pression en faveur de réformes essentielles qui permettraient aux institutions de répondre aux défis actuels du développement mondial;
- renforcer les partenariats avec les membres africains du Commonwealth et de La Francophonie dans les domaines prioritaires pour promouvoir leur leadership dans le cadre d’initiatives stratégiques;
- collaborer avec les partenaires africains pour contribuer aux efforts en matière de financement climatique, de lutte contre les changements climatiques et de sécurité climatique;
- travailler avec les pays et les institutions africains pour lutter contre les changements climatiques, soutenir l’adaptation et lutter contre la perte de biodiversité grâce à l’enveloppe de financement climatique de 5,3 milliards de dollars du Canada et à des accords et initiatives bilatéraux comme l’Alliance : Énergiser au-delà du charbon.

Un système multilatéral stable et fonctionnel fait partie intégrante du maintien de l’ordre international fondé sur des règles et est essentiel aux intérêts canadiens.

En approfondissant sa collaboration avec les pays, les peuples et les institutions d’Afrique, le Canada crée des voies pour une croissance économique mutuelle, qui habilite les entreprises en Afrique et au Canada et favorise un avenir marqué par des réussites, des possibilités et une prospérité communes. Grâce à une participation active en Afrique, le Canada contribue à faire progresser un développement inclusif et durable sur tout le continent, il promeut l’égalité des genres et les droits de la personne, et fait avancer les objectifs mutuels pour un avenir meilleur. Grâce à la collaboration, il est possible de prévenir et de gérer les problèmes de sécurité et de lutter pour la paix et la stabilité. Malgré les tensions géopolitiques et l’instabilité dans le monde, le Canada demeure un partenaire fiable de l’Afrique pour une prospérité et une sécurité partagées.



NOTES

